



Bâle, le 15 septembre 2020

Communiqué aux médias

## **Le Conseil des États au sujet des pesticides et de l'eau potable: Solution minimale risquée**

**Le Conseil des États a comme on s'y attendait rejeté les initiatives pour l'eau potable et contre les pesticides. La trajectoire de réduction pour les pesticides et les nutriments va bien dans la bonne direction, mais elle ne suffira de loin pas pour résoudre les problèmes en présence. Bio Suisse appelle donc le Parlement à s'attaquer courageusement à ces déficits qui datent de plusieurs dizaines d'années et à mettre fin à sa politique à haut risque à l'égard des initiatives. Et de débloquent la politique agricole 2022+ qui est prête à être mise en œuvre.**

Le Conseil fédéral et le Parlement ont dès le début traité à la légère ces deux initiatives. Notamment en renonçant expressément à formuler un contre-projet indirect. Au lieu de cela, la Commission du Conseil des États a décidé d'emprunter une voie inhabituelle et dangereuse avec une initiative parlementaire.

La trajectoire de réduction proposée pour la diminution des risques devait à l'origine être «si possible examinée en même temps que la Politique agricole 2022 plus». Cette manière de faire aurait dû accoucher d'un train de mesures agropolitiques harmonisées entre elles qui serait capable de servir d'alternative aux initiatives. Ce train de mesures avait été discuté pendant des années avec la branche et il serait maintenant prêt à l'emploi.

En suspendant la politique agricole, la Commission a maintenant contourné elle-même sa propre intention première. Et son essai faiblard de lier la problématique des surplus de nutriments à la Trajectoire de réduction Pesticides n'y changera rien non plus. Il manque en effet toujours des mesures efficaces comme des taxes d'incitation ou des limitations du nombre maximal d'animaux à l'hectare, et les trajectoires de réduction ne sont pas intégrées dans une politique agricole cohérente.

Il ne sera donc maintenant plus possible d'éviter des campagnes pour les votations risquées et belliqueuses. Au lieu de résoudre courageusement et avec détermination les problèmes qui existent réellement, les partenaires potentiels de la protection de la nature et de l'agriculture vont devoir se poser en adversaires et s'affronter publiquement. Et le peuple sait ce que la politique va lui offrir à la place des initiatives.

Avec son lobbying récalcitrant, l'Union suisse des paysans risque d'obliger le peuple à faire acte d'autorité. Et elle prend un risque énorme pour les familles paysannes tout en galvaudant du même coup beaucoup de sympathie pour l'agriculture suisse.

Or, entre-temps, l'Union européenne passe la vitesse supérieure dans ce domaine avec son Pacte Vert et sa stratégie «De la ferme à la table». La prétendue avance de la Suisse se transforme donc en retard. Dans cette situation, le Parlement devrait presto subito débloquent la politique agricole et la mettre en œuvre. L'agriculture biologique remplit d'ores et déjà réellement les exigences des initiatives et celles des objectifs environnementaux pour l'agriculture définis par la Confédération, donc elle devrait être encouragée de manière efficace.

### **Informations supplémentaires**

David Herrmann, Service Médias de Bio Suisse, 061 204 66 46, [david.herrmann@bio-suisse.ch](mailto:david.herrmann@bio-suisse.ch)

Martin Bossard, Responsable Politique, 076 389 73 70, [martin.bossard@bio-suisse.ch](mailto:martin.bossard@bio-suisse.ch)

Bio Suisse est la principale organisation bio de Suisse et la propriétaire de la marque Bourgeon. Cette organisation faitière créée en 1981 représente les intérêts de ses 7'300 entreprises agricoles et horticoles Bourgeon, et 1'050 entreprises agroalimentaires et commerciales ont conclu avec elle un contrat de licence Bourgeon. Le Bourgeon est durable car il offre à nos contemporains une bonne qualité de vie tout en préservant les ressources des générations futures. Ce faisant il remet en équilibre les intérêts de l'homme, de l'animal et de la nature. Et pour que cet équilibre puisse se maintenir durablement, des organismes indépendants contrôlent chaque année l'intégralité de la chaîne de création de valeur ajoutée. [www.bio-suisse.ch](http://www.bio-suisse.ch)